

# BEUCOUP PLUS QUE LES COMMANDITES

Michel C. Auger

Bien que sa portée symbolique ait été importante, le scandale des commandites n'est pas le facteur le plus important pour comprendre le résultat des élections fédérales au Québec, affirme Michel C. Auger. C'est plutôt la frustration de l'électorat qui sentait qu'il n'était pas écouté à Ottawa, par exemple dans le dossier du déséquilibre fiscal ou celui des jeunes contrevenants, qui fut décisive. D'ailleurs, la capacité du contingent d'élus québécois, dont plusieurs ont de forts liens avec les libéraux provinciaux, à faire avancer les dossiers les plus importants aux yeux des Québécois sera déterminante pour la suite des choses. « Si, d'ici deux ou trois ans, des gouvernements libéraux et fédéralistes à Ottawa comme à Québec n'ont pas réussi à s'entendre pour faire avancer certains grands dossiers, ils ouvriront une large porte aux souverainistes », conclut-il.

Although the sponsorship scandal had great symbolic significance, it is not the key to understanding the results of the federal election in Quebec, says Michel C. Auger. More important is the frustration of the voters, who feel that Ottawa was not listening when it came to decisive issues like fiscal imbalance and young offenders. In fact, the capacity of representatives elected from Quebec — some of whom have strong links with the provincial Liberals — to promote dossiers that are dear to Quebecers will be a determining factor in how things evolve in the next months. Says Auger, “if, three years from now, Liberal governments and federalists in Ottawa, as well as in Quebec, have not succeeded in getting together and making progress on certain big files, they will be opening up a large door for the sovereignists.”

**P**our comprendre la signification et la portée des résultats de l'élection fédérale du 28 juin 2004 au Québec et son incidence sur la suite des choses, il faut se garder de ne retenir que l'explication la plus facile.

Non, le scandale des commandites n'a pas été l'élément déterminant de cette campagne. Ce fut, tout au plus, une sorte de révélateur. À la fois un prétexte et une étiquette commode qui pouvait recouvrir l'ensemble des frustrations d'un électorat qui sentait de plus en plus qu'il n'était plus tellement écouté à Ottawa et que son poids politique n'était nullement proportionnel à sa représentation au sein du Conseil des ministres ou du caucus du parti ministériel.

Les élections de novembre 2000 avaient pourtant donné de fort honorables résultats aux libéraux de Jean Chrétien : une pluralité de voix et presque la moitié des sièges du Québec à la Chambre des communes. Un résultat qui, de son propre aveu, avait pesé lourd dans la décision de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard de quitter la vie politique.

Mais ces élections de 2000 sont survenues dans un contexte particulier, celui de fusions municipales forcées et impopulaires qui ont fait en sorte que des électeurs se sont

tournés vers le Parti libéral pour punir le gouvernement provincial. Quatre ans plus tard, retour du balancier, c'est l'impopularité du gouvernement libéral à Québec qui devait nuire aux chances des libéraux fédéraux.

**M**ais ces facteurs conjoncturels n'ont pas réussi à changer l'image d'un gouvernement fédéral qui n'était nullement intéressé à se placer en mode d'écoute, dès qu'il s'agissait des préoccupations du Québec, que ce soit dans les domaines très symboliques touchant directement à la dynamique des relations Québec-Canada ou dans les dossiers plus administratifs où le Québec ne partageait pas les façons de faire en usage ailleurs au pays.

Deux exemples suffiront à le démontrer. Le premier est la question du déséquilibre fiscal. On l'a largement considéré, à Ottawa, comme la tentative du gouvernement souverainiste de Bernard Landry de trouver une nouvelle pomme de discorde qui lui permettrait de relancer son combat.

L'ennui, c'est que le déséquilibre fiscal — qui veut que le gouvernement fédéral ait trop de ressources financières

pour les champs de compétence qui lui sont dévolus et que les provinces soient responsables des dossiers où les dépenses sont appelées à augmenter plus rapidement dans l'avenir prévisible, comme la santé — est une question qui dépasse le clivage entre souverainistes et fédéralistes.

Le gouvernement libéral de Jean Charest a repris le flambeau du déséquilibre fiscal avec autant de vigueur que son prédécesseur et, grâce à de meilleures relations avec les autres provinces, a fini par en faire un enjeu fondamental pour le Conseil de la fédération, nouvellement créé.

À Ottawa, pourtant, on a rejeté l'idée même qu'il puisse exister un déséquilibre fiscal, même devant l'évidence incontestable d'un gouvernement fédéral qui trouvait le moyen de dépenser l'essentiel de ses surplus dans des fondations ou dans un remboursement accéléré de la dette fédérale. Le tout pendant que toutes les provinces canadiennes avaient du mal à maintenir un équilibre budgétaire précaire.

Le refus de même discuter de cette réalité — comme ministre des Finances, puis comme Premier ministre — aura sérieusement nui à l'image de Paul Martin au Québec.

L'autre dossier est plus administratif et ne portait pas la même charge

tionnait bien et qui donnait des résultats meilleurs que dans le reste du pays au niveau de la criminalité juvénile.

Pourtant, le gouvernement Chrétien a fait passer une nouvelle législation qui insistait plus sur la répression que sur la réhabilitation, en faisant fi de résolutions unanimes de l'Assemblée nationale et des objections de pratiquement tous les milieux liés à cette question au Québec.

On pourrait donner beaucoup d'autres exemples — on n'a qu'à penser aux Bourses du millénaire — mais il reste que les années Chrétien ont été largement ressenties au Québec comme celles où Ottawa n'écoutait guère et où les dossiers québécois ne se réglaient que de mauvaise grâce et de haute lutte.

L'arrivée au pouvoir de Paul Martin aurait pu changer cette atmosphère. Après tout, le nouveau Premier ministre avait une image d'ouverture envers le Québec qui datait de sa campagne au leadership de 1990 et de son appui à l'accord du Lac Meech, auquel s'était opposé M. Chrétien.

Mais, une fois arrivé au pouvoir, M. Martin a eu beaucoup de mal à retrouver — ou à trouver — la capacité de parler directement aux Québécois. Sa réponse au scandale des commandites, en particulier, a été particulièrement mal avisée.

Au Québec, ce scandale faisait dou-

350 millions de dollars pour placarder des drapeaux canadiens un peu partout, il pourrait acheter leur allégeance.

C'est ainsi que le scandale des commandites a pris valeur de symbole. Pas seulement de la mauvaise administration des libéraux, mais surtout d'un gouvernement qui croyait qu'il pouvait acheter les Québécois plutôt que tenir compte de leurs aspirations.

En insistant beaucoup trop sur le côté judiciaire du scandale et pratiquement pas sur son côté symbolique, M. Martin a pris le mauvais chemin. Parce que la recherche d'un ou des responsables du scandale n'allait pas effacer l'attitude paternaliste qui sous-tendait tout le programme des commandites.

Par ailleurs, une autre raison majeure de la défaite des libéraux au Québec est l'état lamentable de la structure du PLC-Q. Aujourd'hui, tous les sièges des libéraux sauf un se trouvent dans les régions de Montréal et de l'Outaouais. Comme si le parti n'avait plus de racines ailleurs au Québec.

Il fut un temps où il était de bon ton de dire que le « grand frère » fédéral devait toujours voler au secours du Parti libéral du Québec. Mais, au cours des dix dernières années, ce fut plutôt l'inverse.

Autant au plan de l'organisation que de la recherche de candidats, ce furent surtout des gens qui avaient de forts liens avec le PLQ qui sont venus s'établir au PLC. On pense ici aux recrues prestigieuses comme Pierre Pettigrew, Liza Frulla ou Lucienne Robillard ou à des gens bien implantés localement, mais identifiés au PLQ comme George Farrah ou Serge Marcil et même des organisateurs chevronnés comme Marc-Yvan Côté.

On aurait pu penser que la présence d'autant de ténors du PLQ aurait eu une influence sur le gouvernement fédéral et aurait permis l'émergence d'une forme de fédéralisme plus décentralisé et plus conforme aux aspirations des fédéralistes québécois.

C'est ainsi que le scandale des commandites a pris valeur de symbole. Pas seulement de la mauvaise administration des libéraux, mais surtout d'un gouvernement qui croyait qu'il pouvait acheter les Québécois plutôt que tenir compte de leurs aspirations. En insistant beaucoup trop sur le côté judiciaire du scandale et pratiquement pas sur son côté symbolique, M. Martin a pris le mauvais chemin. Parce que la recherche d'un ou des responsables du scandale n'allait pas effacer l'attitude paternaliste qui sous-tendait tout le programme des commandites.

émotive, il s'agit de la nouvelle Loi sur les jeunes contrevenants. Le Québec avait, en ces matières, un système assez différent de celui en vigueur dans le reste du pays et qui mettait beaucoup plus l'accent sur la réhabilitation que sur les sanctions. Un système qui fonc-

blement mal. Pas seulement pour les 100 millions de dollars qui avaient coulé dans les poches d'agences de publicité amies du Parti libéral, mais surtout parce que les Québécois étaient outrés de constater que le gouvernement fédéral avait cru qu'en dépensant



CP Photo

L'élection du 28 juin a permis à Jean Duceppe de rééditer la performance de Lucien Bouchard en 1990 et de faire élire 54 députés bloquistes, dont Maka Kotto dans la circonscription de Saint-Lambert.

Il n'en fut rien sous le gouvernement de Jean Chrétien et force est de constater que le gouvernement de Paul Martin est plutôt mal parti. Que se soit sur le déséquilibre fiscal, la péréquation ou le financement de la santé, les différends Québec-Canada ne manquent pas.

Mais il y a un nouveau danger qui vient de la présence d'autant d'anciens du PLQ au sein du gouvernement fédéral : c'est qu'ils soient confrontés à leurs anciennes prises de position et qu'ils soient aujourd'hui obligés de les désavouer.

L'exemple le plus frappant est celui de M<sup>me</sup> Frulla, nouvellement nommée ministre du Patrimoine canadien, et qui, à l'époque où elle exerçait des fonctions similaires à Québec, avait réclamé d'importants transferts de juridictions en matière de culture et de communications.

Si même d'anciens ministres québécois ne peuvent faire bouger Ottawa dans des dossiers dont ils ont la charge, il est évident que les souverainistes trouveront rapidement le moyen d'exploiter la situation.

L'autre grande leçon du scrutin du 28 juin 2004 est qu'il ne faut jamais tenir pour mort le mouvement souverainiste québécois.

Six mois avant les élections, il était de bon ton pour les analystes politiques québécois — incluant l'auteur de ces lignes — de s'interroger sur la viabilité du Bloc québécois, depuis l'élection d'un gouvernement fédéraliste à Québec. Ce qui n'a pas empêché le Bloc de rééditer l'exploit de Lucien Bouchard et de gagner 54 des 75 sièges québécois à la Chambre des communes.

Le fait qu'il s'agissait essentiellement d'un vote de protestation et que la souveraineté n'ait pas été un enjeu de l'élection ne devrait pas servir à endormir les fédéralistes.

D'une part, l'impopularité du gouvernement de Jean Charest au Québec ne semble pas en voie de se démentir. Et même s'il est beaucoup trop tôt pour faire des prédictions, il reste que la possibilité d'une élection du Parti québécois en 2007 ou 2008 est maintenant bien réelle.

D'autre part, la résilience de l'idée de la souveraineté du Québec

est bien plus forte que plusieurs ne l'avaient imaginé.

Cela place une pression supplémentaire sur les épaules des gouvernements Martin et Charest. Si, d'ici deux ou trois ans, des gouvernements libéraux et fédéralistes à Ottawa comme à Québec n'ont pas réussi à s'entendre pour faire avancer certains grands dossiers, ils ouvriront une large porte aux souverainistes.

Ceux-ci rappelleront les promesses de changement, en particulier celles du référendum de 1995 et le fait que les fédéralistes auront eu une décennie pour faire des réformes sans jamais livrer la marchandise.

Si les fédéralistes québécois n'ont rien offert d'autre que de nouvelles chicanes fédérales-provinciales et des dossiers qui n'aboutissent jamais, il se pourrait bien, alors, que les électeurs concluent qu'ils ont eu leur chance et qu'il est temps d'essayer autre chose.

*Michel C. Auger est chroniqueur politique au Journal de Montréal.*